

# L'optimisme est de mise

C'est un ouf de soulagement quasi unanime que les Mauritaniens, toutes ethnies et couches sociales confondues, ont poussé après le verdict dans l'affaire dite du putsch du 8 juin et suites. Ce verdict fut même, contre toute attente, un moment de "communion" pour le peuple mauritanien. Un moment rare où opposition et associations pour la défense des droits de l'Homme ont, pour la première fois, reconnu au pouvoir en place d'avoir accompli un acte "positif" allant dans le sens d'une ouverture au dialogue. Aussi, les trois politiques qui étaient poursuivis dans le cadre de ladite affaire (Mohamed Khouna Ould Haïdalla, ancien président de la République, Cheïkh Ould Horma, président du PCD non reconnu et Ahmed Ould Daddah, dirigeant du RFD) ont tenu, aussitôt après leur libération, un point de presse pour rendre à la fois "hommage aux opinions publiques nationale et internationale pour les efforts qu'elles ont déployés pour leur libération", et souligner que "le verdict a été positif en ce sens qu'il n'y a pas eu de peine capitale".

# L'optimisme est de mise

**Suite de la Une**

Ce verdict, ont-ils jugé, "constitue une fleur d'espoir que le pouvoir et l'opposition doivent exploiter afin d'initier un dialogue fertile pour sortir le pays de l'impasse dans laquelle il se débat". Ahmed Ould Daddah et Cheikh Ould Horma appellent le président de la République en tant que "Chef de l'Etat à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de créer les conditions adéquates pour l'amorce de ce dialogue", un appel déjà fait par Ould Haïdalla à la barre. Les trois hommes politiques ont, dès l'entame de leur point de presse, tenu à souligner qu'ils "veulent s'inscrire dans une perspective positive pour ne pas verser dans la surenchère inutile, puisque la Mauritanie, font-ils savoir, n'a que faire des querelles intestines et les sautes d'humeur des uns et des autres. Le pays a besoin de tous ses fils pour se construire et se développer".

## La sagesse dans l'air

Auparavant, les leaders politiques ont fait noter qu'il y a effectivement une crise latente dans le pays. Une crise qui a conduit les putschistes à prendre les armes, alors que les principaux chefs du putsch "évoquaient tous dans le sillage du parti au pouvoir". Ce qui leur permettait, dira Ahmed Ould Daddah, "de bénéficier des largesses du pouvoir". Seulement, constate-t-il, "ils visent plus loin que leurs intérêts personnels; ils visent l'intérêt de la Mauritanie". A plusieurs reprises, les trois leaders ont demandé au pouvoir de libérer les dirigeants islamistes incarcérés. La présence de tous les représentants de l'opposition à ce point de presse a été interprétée comme un signe positif dans la recherche d'un éventuel compromis entre eux.

Quatre jours après ce point de presse à connotation pacifiste, le président de l'Union des Forces du Progrès, Mohamed Ould Maouloud a, à son tour, convié la presse pour lui faire part de la lecture que son parti fait de ce verdict. A ce propos, le président de l'UFP a précisé que "le soulagement a été considérable, notamment chez ceux qui se soucient de la stabilité et de l'unité du pays et chez bon nombre de familles et amis des inculpés après ce verdict". Ce qui a, dit-il, "contribué à baisser la tension qui prévalait dans le pays et suscité l'espoir d'une décripation nouvelle qui pourrait conduire à des transformations positives et jeter les bases d'une nouvelle ère de dialogue et de réconciliation". La conclusion positive de ce verdict, précise-t-il, "intervient dans une conjoncture marquée par des appels au dialogue et à la réconciliation, couronnement d'une série d'événements qui se sont succédé au cours des derniers mois". Ould Maouloud cite la décision prise par les partis politiques d'opposition d'œuvrer à "promouvoir un dialogue véritable et dynamique", et, dans ce cadre, "la rencontre entre la direction de l'UFP et le président de la République, le 19 novembre 2004". Il a aussi parlé des déclarations "positives" de l'opposition en faveur du dialogue, tout comme il a évoqué les signaux émis par le pouvoir qui se sont traduits par "la liberté de ton et l'esprit d'ouverture ayant prévalu au cours de la dernière session parlementaire", et les négociations entre partenaires sociaux ayant conduit à "l'augmentation sensible du SMIG".

Autant d'éléments positifs qui ont eu des effets significatifs pour "éclairer le verdict", dira-t-il. Mais, alerte le président de l'UFP, ce

climat risque d'être de courte durée "si des mesures énergiques ne sont pas prises pour consolider cette tendance à la cohésion et à la réconciliation nationale qui se profile à l'horizon". Par rapport à la volonté de dialogue manifestée par les uns et les autres, il a rappelé les trois points contenus dans la plate-forme revendicative que l'opposition allait transmettre au pouvoir, à la veille de l'arrestation des trois leaders politiques. Une arrestation qui avait conduit l'opposition à suspendre sa démarche. Dans cette plate-forme, précise Ould Maouloud, il n'y a pas un point qui puisse constituer "une entrave au dialogue".

Ces réactions de la part de ces partis recourent à bien des égards les points de vue du Front Populaire qui trouve la sentence "relativement élémentaire eu égard aux chefs d'accusation retenus, à la violence du réquisitoire et des aveux faits sans remords par certains prévenus".

Le parti Sawab, lui, enregistre "avec intérêt le rejet des demandes excessives du ministère public" et exprime l'espoir que "cette position soit le point de départ d'une entente nationale".

Par ailleurs, l'Alliance pour la Justice et la Démocratie qui précise, dans un communiqué de presse, que l'une de ses idées fondamentales "est l'éradication universelle de la peine de mort", tout en se félicitant du fait que celle-ci ne soit pas prononcée dans ce verdict, rappelle que le procès ne s'est pas "déroulé dans l'équité". Le parti souligne qu'à maintes reprises la défense a été interdite de parole, et que certains de ses membres avaient fait l'objet d'arrestation. Les droits de l'homme ont été également "violés", dit le parti, tout comme le procès a révélé les inégalités et le népotisme au sein de l'armée. Auparavant, les dirigeants du parti ont mis l'accent sur les massacres collectifs de militaires négro-africains au cours de la période 1990-1991, "dossier que les accusés ont remis sur la table", ont-ils souligné.

Ce point de vue est celui de l'association de SOS -Esclaves, dont le président, Boubacar Ould Messaoud, met en garde l'opinion de "perdre de vue la réalité, sous l'effet de l'euphorie qui a suivi le verdict". Selon lui, "le dossier était vide et les droits de l'Homme étaient cruellement violés au cours de l'instruction". La procédure n'a pas été "respectée", fait-il remarquer. Il ajoute que certains militaires, dont Ould Wacr, ont été injustement condamnés, "alors que seuls pèsent sur eux les accusations infondées du lieutenant colonel Mekhallé".

Par contre, la Ligue Mauritanienne des Droits de l'Homme, elle, "se félicite du verdict" et saisit l'occasion pour demander la libération des leaders islamistes.

Il est incontestable que l'opposition mauritanienne a voulu tirer des conclusions positives de ce verdict. Du coup, elle s'est départie de son nihilisme que d'aucuns qualifiaient "d'existential" pour non seulement reconnaître la démarche conciliante du pouvoir dans ce verdict, mais, plus important encore, pour s'adresser directement au chef de l'Etat en tant que président de tous les mauritaniens en vue d'une ouverture au dialogue. L'opposition ne capitule pas certes mais, visiblement, elle voit plus loin que son ombre.

**SYNTHÈSE DE BA ADAMA MOUSSA**